

par avance une réponse toute faite aux questions : quand et à quelles conditions faut-il faire la scission ou, au contraire, l'unité avec un courant politique voisin ? De telles questions sont résolues chaque fois sur la base d'une analyse concrète des tendances et des conditions politiques. Le critère le plus élevé reste, en tout cas, la nécessité pour l'avant-garde du prolétariat organisé, le Parti, de conserver sa pleine indépendance et son autonomie, sur la base d'un programme d'action défini.

Mais précisément une telle solution de la question quant au parti, non seulement admet mais, en règle générale, rend indispensable une attitude tout à fait autre quant à la question de l'unité des autres organisations de masse de la classe ouvrière : syndicats, coopératives, soviets.

Chacune de ces organisations a ses tâches et ses méthodes de travail propres et, dans certaines limites, indépendantes. Pour le Parti communiste, toutes ces organisations sont d'abord l'arène de l'éducation révolutionnaire des larges couches ouvrières et du recrutement des ouvriers avancés. Plus grandes sont les masses dans l'organisation donnée et plus larges sont les possibilités qu'elle fournit à l'avant-garde révolutionnaire. Voilà pourquoi, en règle générale, ce n'est pas l'aile communiste, mais l'aile réformiste qui prend l'initiative de la scission des organisations de masse.

Il suffit d'opposer la conduite des bolcheviks en 1917 à celle de trade-unions britanniques pendant les dernières années. Les bolcheviks non seulement restaient dans les syndicats communs, mais ils toléraient dans certains syndicats une direction menchéviste, même après la révolution d'octobre bien que, dans les soviets, les bolcheviks avaient une majorité écrasante. Au contraire, les trade-unions britanniques sur l'initiative des travaillistes, chassent les communistes, non seulement du parti, mais dans la mesure du possible, même des trade-unions.

En France la scission dans les syndicats a aussi été la conséquence de l'initiative des réformistes, et ce n'est pas par hasard que l'organisation syndicale révolutionnaire, forcée de mener une existence indépendante, a pris le nom d'unitaire.

Est-ce que nous exigeons aujourd'hui que les communistes quittent les rangs de la C.G.T. ? Aucunement. Au contraire : il faut renforcer l'aile révolutionnaire de la Confédération de Jouhaux. Mais par cela même nous montrons que la scission de l'organisation syndicale n'est dans aucun cas pour nous une question de principe. Toutes ces objections principielles, ultra-gauchistes qu'on peut formuler contre l'unité syndicale, s'appliquent tout d'abord à la participation des communistes dans les syndicats réformistes, qui est une tâche extrêmement importante. Une des tâches de ces fractions doit être la défense de la C.G.T.U. devant les membres des syndicats réformistes. Cela ne peut être résolu qu'en démontrant que les communistes ne veulent pas la scission des syndicats, mais au contraire parce qu'ils sont prêts à tout moment à rétablir l'unité syndicale.

Si l'on admet pour un moment que la scission des syndicats est imposée par le devoir des communistes d'opposer une politique révolutionnaire à celle des réformistes, alors on ne peut pas se limiter à la France seule ; il faut exiger que les communistes, indépendamment du rapport des forces, rompent avec les syndicats réformistes et constituent également leurs propres syndicats en Allemagne, en Angleterre, aux Etats-Unis, etc. Dans certains